

Le nationalisme, c'est la guerre

SOUTIEN

AU PEUPLE

UKRAINIEN



« Un crime contre la paix, un crime contre la sécurité de notre continent, un crime contre le peuple ukrainien, un crime contre la liberté ! » Voilà comment Anne Hidalgo a résumé l'agression russe contre l'Ukraine, au meeting qu'elle a tenu à Bordeaux, le 26 février.

« **L'**envahissement de l'Ukraine par Poutine a fait basculer l'Histoire sur notre continent. Dans les manuels d'Histoire, la date du 24 février 2022 marquera un avant et un après. Mais, c'est d'abord la vie des Ukrainiens qui a basculé.

Oui, je veux d'abord que nous pensions tous aux Ukrainiens qui vivent la guerre dans leur chair, à leurs douleurs, à leurs vies soudainement détruites, attaqués au sol et bombardés par les airs. Pensons à la terreur de celles et ceux qui vivaient paisiblement, allaient au travail ou à l'école,

et qui brutalement ont basculé dans l'enfer. Les abris dans le froid, le bruit assourdissant des explosions, les cris, les morts.

C'est ça la guerre. C'est ça le crime de Poutine. Et nous, la Gauche européenne, républicaine, sociale, nous n'hésitons pas dans ces moments-là. Nous sommes toujours avec les agressés, les opprimés, avec le droit d'un peuple à décider de son destin.

Aujourd'hui, ne nous trompons pas de défi, ce qui est en jeu est plus qu'une question de frontière, c'est la bataille des valeurs. La bataille pour le monde dans lequel nous voulons vivre. Cette bataille c'est notre défi ! Ne nous trompons pas. D'un côté une dictature agressive à l'égard de nos lois et de nos convictions, incarnation d'un nationalisme autoritaire et réactionnaire. De l'autre, une société démocratique, ouverte, fondée sur les droits humains et animée par une volonté de paix.»



Petits télégraphistes

Georges Clémenceau avait raison : « On ne ment jamais tant qu'avant les élections, pendant la guerre et après la chasse ». Pendant des années, Vladimir Poutine a pu compter sur le soutien, sans faille, de petits télégraphistes, en France. Par anti-américanisme primaire, pour certains, par accord idéologique, pour d'autres, ou encore par cupidité, de nombreux dirigeants Français se sont fait les interprètes de la propagande russe.

Les discours qui consistent à condamner, mollement, l'agression de l'Ukraine tout en cherchant à l'excuser en faisant porter une part de responsabilité sur l'OTAN sont inacceptables. Vladimir Poutine a sciemment attaqué l'Ukraine. Il est l'agresseur. Et l'ampleur de l'offensive montre bien qu'il ment, depuis plusieurs mois, voire plusieurs années.

Les candidat.e.s qui ont fait preuve de bienveillance vis-à-vis du Kremlin sont moralement disqualifiés pour prétendre diriger notre pays.

PS29

Agriculture : un nouveau modèle à inventer

Et aujourd'hui, pour supprimer quelle injustice Tanguy-Prigent ferait-il adopter une loi ? Dans la foulée de l'hommage rendu à l'initiateur du statut du fermage et des foyers ruraux, la section socialiste du Haut-Trégor a organisé, le 26 février, une conférence-débat à la salle Kasino de Saint-Jean-du-Doigt.



Quel avenir pour l'agriculture bretonne ?

Cette rencontre s'est tenue au surlendemain de l'agression Russe contre l'Ukraine, au lendemain d'une manifestation qui a réuni près de 150 tracteurs et 200 personnes à Quimper et le jour même de l'inauguration du Salon de l'agriculture.

Pour réfléchir aux enjeux agricoles et alimentaires, la section du Haut-Trégor avait invité Maryse Tocquer, maire de Saint-Jean-du-Doigt, Jean-Luc Fichet, sénateur, auteur d'un rapport sur l'alimentation, Jean-François Sarreau, président de l'Institut de l'Agriculture Durable, Jean-Yves Masson et Yvon Cabioch, agriculteurs dans le Trégor.

Le débat était animé par Tristan Foveau, Premier secrétaire fédéral et secrétaire national à la Transition écologique.

Le temps agricole est obligatoirement long. Les évolutions se mesurent sur une génération. Alors que les perspectives politiques sont beaucoup plus courtes et dépassent rarement quatre ou cinq ans. **« Comment, dans ces conditions, permettre le développement d'une agriculture respectueuse des sols, des animaux et permettant aux producteurs de vivre dignement de leur métier ? »**

« La Bretagne demeure une région agricole », a insisté, d'emblée, Tristan Foveau. **« Nous disposons en effet de terres arables (55% de notre territoire alors que la moyenne nationale se situe autour de 33%) et de professionnels**

(4% de la population active contre 2% au niveau national). »

Ce n'est donc pas un hasard si la Bretagne est la première région de production pour les tomates, les choux fleurs ou les artichauts, ou pour les veaux et les porcs.

Les défis à relever sont immenses pour garantir notre souveraineté alimentaire. Chacun les connaît : installation de jeunes, respect de l'environnement, préservation du foncier.

La loi du marché conduit inexorablement à une plus grande concentration de la capacité de production entre les mains de quelques-uns, à des impacts toujours plus dévastateurs sur l'environnement et à une dégradation des droits sociaux des agriculteurs ou des salariés agricoles.

Qui détient les clefs pour améliorer le revenu des agriculteurs ? Et pour sauvegarder le modèle basé sur la polyculture familiale ? Les grandes surfaces ? Les coopératives ?

« Cette course folle vers des prix bas ne peut plus durer. »

« Dans un monde ouvert, où les agricultures sont en concurrence, sans régulation et sans planification, l'agriculture bretonne ne peut pas rivaliser », a insisté Gwenegan Bui. Or, toutes les formes de régulation sont tombées les unes après les autres. **« Au moins, les quotas laitiers donnaient une perspective à long terme pour les producteurs »,** a-t-il rappelé. **« Mais ce sont certaines organisations agricoles qui ont demandé leur suppression. »**

Le rôle des coopératives aussi doit être évalué. **« Il est temps que les agriculteurs reprennent en main ces outils qui sont devenus des grands groupes financiers qui ont perdu leur esprit coopératif originel. »**

« On doit toujours revenir à la base du métier », a rappelé Jean-Luc Fichet : **« La fonction première des agriculteurs consiste à nourrir les hommes. Et, dans la lignée des combats menés par Tanguy Prigent, les agriculteurs doivent pouvoir tirer un revenu décent de leur travail. »**

Si, jusqu'au milieu du XX^e siècle, l'enjeu était quantitatif, il est maintenant, compte tenu des gains de productivité, qualitatif. **« Pour les céréales, on est passé de rendements de 30 à 40 quintaux par hectares, à 90 voire 100 »,** a mis en perspective le sénateur.

Comment alors lier quantité et qualité ? **« Par de nouvelles pratiques agricoles, comme la permaculture qui permet de réduire les charges des producteurs et qui préserve les sols »,** a estimé Jean-François Sarreau.

Le défi de l'installation de jeunes agriculteurs ne sera pas le plus facile à relever. **« Nous sommes actuellement sur un ratio de 800 départs à la retraite pour 200 installations »,** a prévenu Jean-Yves Masson. **« Il ne sera pas possible de produire autant, avec 150 000 producteurs qu'avec 250 000. « On ne s'improvise pas agriculteur »,** a renchéri Yvon Cabioch. **« Il n'est pas nécessaire d'être issu du monde agricole pour travailler la terre ou élever des animaux, mais il faut être formé et ne pas avoir peur de travailler. »**



De quel côté sont les coopératives ?

Dans ce contexte, les lois EGalim ne permettent pas de dégager un revenu correct aux producteurs, tant le rapport de force entre les agriculteurs et les grandes surfaces est disproportionné. **« C'est là que le consommateur doit être conscient de son pouvoir »,** a insisté Yvon Cabioch. **« Le ticket de caisse est un peu comme le bulletin de vote. Nous continuerons à produire du bio si les consommateurs le demandent. »** Il revient donc au consommateur de prendre conscience de ses choix : la part de l'alimentation dans le budget des ménages est passé de 30 %, dans les années 50, à 11 % aujourd'hui. Cette course folle vers des prix bas, illustrée par la mise en vente de baguettes à 29 centimes ne peut plus durer. Une prise de conscience collective est nécessaire.

La biodiversité avant le lithium

Plus de 600 personnes se sont rassemblées, le 26 février, devant la mairie de Tréguennec pour rappeler leur opposition à tout projet d'exploitation du gisement de lithium sur la commune. Tristan Foveau, secrétaire national du PS à la Transition écologique, et les socialistes du pays bigouden ont participé à ce rassemblement. Quelques jours auparavant, le Premier secrétaire fédéral avait publié un communiqué dans lequel il rappelait que «entre la préservation de la biodiversité et l'exploitation du gisement de lithium, les socialistes choisissent évidemment la préservation de la biodiversité.»

Pour les socialistes, il ne saurait être question de laisser saccager le site de Tréguennec. C'est ce qu'ont rappelé les conseillères et conseillers départementaux dans un courrier adressé au président du Conseil départemental et au président de la République : «**Nous, élus du groupe Finistère et Solidaires, sommes totalement opposés à toute extraction du lithium sur le site de Tréguennec**

et sommes solidaires des élus locaux et citoyens qui ont manifesté leur désapprobation et incompréhension après les propos inquiétants tenus par la secrétaire d'État à la Biodiversité, Bérangère Abba, et la ministre de la Transition écologique, Barbara Pompili.»

«**Nous ne devons pas céder à une dictature du carbone, c'est-à-dire avoir pour seul et unique objectif de décarboner notre économie en oblitérant toute autre forme de considération et ce cas d'école en est la parfaite illustration**», a de son côté rappelé Delphine Alexandre, vice-présidente de la Région en charge de la Santé, de l'Eau et de la Biodiversité, lors de la session des 23, 24 et 25 février.

Cette manifestation et ces prises de positions très nettes suffiront-elles pour protéger la zone Natura 2000 de Tréguennec ? Le silence du gouvernement et de la députée devient de plus en plus assourdissant.



Les socialistes à Tréguennec, le 26 février

L'hypothèse d'une exploitation du gisement de Tréguennec s'est invitée dans l'actualité finistérienne sans que personne ne comprenne bien pourquoi, à la faveur de déplacements ministériels.

Une garantie à l'emploi pour les chômeurs de longue durée

Le droit à obtenir un emploi est proclamé par le préambule de la Constitution de 1946. Mais comment dépasser cette déclaration de principe pour la rendre effective ? C'était l'ambition de la proposition de loi présentée par le groupe socialiste au Sénat, défendue par Jean-Luc Fichet, le 23 février. «**Il s'agit d'aller à la rencontre des personnes privées d'emploi, de les accompagner et de les former**», a résumé le sénateur du Finistère.

existants relevant de l'Économie Sociale et Solidaire (ESS). Les contrats aidés, assortis du versement à l'employeur d'une aide à l'insertion professionnelle, ont le plus souvent été utilisés comme outils conjoncturels de lutte contre le chômage ; il s'agit d'en faire des instruments d'insertion.

L'article 3 fixe, à compter de 2023, un nombre minimum de 200000 contrats aidés dans le secteur non marchand ; l'article 4 en impose 50000 dans le secteur marchand.

Il s'agit par ailleurs de favoriser l'insertion professionnelle des personnes éloignées de l'emploi au sein des Structures de l'Insertion par l'Activité Économique (SIAE). L'ambition du gouvernement - 240000 postes à la fin du quinquennat dans les SIAE - reste très théorique. L'article 3 prévoit que les aides ne seront accordées que si le contrat aidé porte sur la protection de l'environnement ou la gestion des ressources.

«**La privation d'emploi ne se réduit pas à la catégorie administrative des 2,6 millions de demandeurs d'emploi de longue durée; elle concerne aussi de nombreuses personnes découragées ou invisibles qui n'apparaissent pas dans les statistiques**», a rappelé Jean-Luc Fichet.

Aux fins d'éradiquer le chômage de longue durée, la proposition de loi présentée par le groupe socialiste mobilise plusieurs outils



Accompagner les demandeurs d'emploi

Pour financer ces dispositifs, la proposition de loi du groupe socialiste comportait un projet de réforme fiscale ambitieux, à hauteur de 10 à 11 milliards d'euros, en vue de réduire les inégalités sociales : elle rétablissait l'ISF et annulait toute une série de baisse d'impôts, accordées aux entreprises, sans contrepartie.

«**Face à l'urgence sociale et la crise environnementale, nous devons agir**», a conclu le sénateur du Finistère.

Agenda

11 mars

19h00 : Meeting régional d'Anne Hidalgo aux Halles Martenot à Rennes.

Inscriptions sur ps29.org

10 avril

Premier tour de la Présidentielle.

24 avril

Second tour de la Présidentielle.

Retrouvez-nous sur

 Facebook
PS.Finistere
 et Twitter
@fede_PS29

Cap Finistère

Le Breton Socialiste

CPPAP 1222 P 11428

N° 1384 - Vendredi 4 mars 2022

www.ps29.bzh - cap-finistere@wanadoo.fr

26 B, rue Aristide-Briand - 29000 QUIMPER

Tél. 02 98 53 20 22

Directeur de la publication :

Yves FORMENTIN-MORY

Rédacteur en chef : Jean-Yves CABON

Tél. 02 98 43 44 39

13, rue de Portzmoguer - 29200 BREST

Impression : Presses Associatives du Finistère

Tél. 02 98 43 11 44

S'abonner

Nom :

Prénom :

Adresse :

.....

.....

Abonnement numérique

..... @

Tarifs pour l'année

Adhérents : 25 euros

Non adhérents : 35 euros

Chèque à l'ordre de :
ADFFFP



Une société sûre pour toutes les femmes

Dans une tribune publiée dans Le Monde, le 25 novembre dernier, Anne Hidalgo présentait ses propositions « pour que la peur change de camp ».

« Il faut rendre hommage à toutes les femmes qui ont eu le courage de raconter, singulièrement ces dernières années, à ces femmes victimes de violences physiques, psychologiques ou sexuelles, qui ont alerté le pays.

Mais les hommages ne suffisent pas, il doit désormais y avoir une réponse ferme qui fasse que la peur change de camp.

Dans ce domaine, plus que dans tout autre, nous devons nous prémunir des annonces en grande pompe, ensuite démenties par les moyens réellement mis en œuvre. Emmanuel Macron s'était engagé à en faire la grande cause de son quinquennat, il n'en a rien été. Les discours et les gesticulations ministérielles ont primé sur la recherche de l'efficacité et sur la construction avec les acteurs de terrain.

Il est grand temps d'écouter les associations qui demandent un milliard d'euros à l'État. Ce chiffre n'est pas symbolique, il est la condition de notre réussite collective.

En matière de violences sexuelles, je proposerai la mise en place d'un système de référent unique, dès le signalement, pour l'accueil et l'accompagnement de la victime dans toutes ses démarches, comme cela se pratique en Angleterre.

Mettre fin aux violences faites aux femmes passe par l'éducation et, en particulier, l'éducation au consentement. Les mouvements #metoo ont placé, à raison, cette question du consentement au cœur de l'actualité. Cette notion est une des conditions sine qua non de la prévention des violences sexuelles.

Nous voulons que les nouvelles générations entrent dans l'adolescence et la vie adulte en ayant intégré les notions de libre choix et de consentement, d'égalité des genres. Pour cela, je propose la mise en place d'enseignements spécifiques dispensés par des professionnels, comme cela se fait dans plusieurs pays européens, notamment en Espagne.

Mettre fin aux violences faites aux femmes passera aussi par un meilleur accompagnement des victimes, afin que

parler ne puisse plus jamais être considéré comme un risque, mais toujours comme le début d'un processus conduisant à la sécurité et à la liberté.



Nous voulons développer une culture de la protection de la victime : aucun refus de plainte ne peut être toléré et la victime doit pouvoir être prise en charge immédiatement. Il nous faut aussi ouvrir davantage de places d'hébergement d'urgence afin qu'aux violences ne s'ajoute plus la peur de dormir dehors avec ses enfants. Je proposerai la mise en place, en lien avec les associations, d'une procédure d'urgence de mise à l'abri des femmes victimes de violences dans ce moment-clé qu'est la séparation.

Inspirons-nous de ceux qui ont réussi. En la matière, l'Espagne fait figure d'exemple dans le monde entier. Depuis près de vingt ans, la lutte contre les violences faites aux femmes y est une priorité politique. Les résultats sont incontestables, les meurtres ont diminué de 15%. Dans tous les corps de métiers : médecins, policiers, psychologues, magistrats, travailleurs sociaux, des formations sont massivement dispensées pour améliorer la prise en charge des victimes tout au long de leur parcours de sécurisation.

Je proposerai que nous mettions en place de telles formations pour enfin reconnaître la spécificité des crimes de genre. C'est ainsi que nous créerons une synergie entre les professionnels, qui permettra d'offrir un parcours de sécurisation et de reconstruction à toutes les victimes. Je proposerai également la création d'unités de police et de magistrats spécialisés, puis de pérenniser l'existence d'un parquet spécifique, tel qu'il est expérimenté à Nantes.

Je propose aussi de créer une plateforme de recensement de toutes les informations relatives aux violences faites aux femmes.

C'est une révolution que nous devons entreprendre afin d'aboutir à une société sûre pour toutes. Il nous faut réveiller les consciences, donner la liberté d'agir à celles et ceux qui sont sur le terrain pour prévenir, tout mettre en œuvre budgétairement pour que plus aucune victime ne se sente abandonnée par l'État et, enfin, punir sévèrement et sans équivoque les criminels.»